



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2796
4 mars 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

À bas les guerres de Poutine, de Biden et de l'OTAN contre les peuples!



WALCHÉLAV/MIDNEVSKIY/REUTERS

Pages 2 à 6



La campagne de Nathalie Arthaud

Pages 8 et 9

La guerre en Ukraine

- Face à la guerre : l'union derrière Macron, c'est non ! 3
- OTAN : le bras armé des États-Unis 3
- Des sanctions qui frapperont les populations 3
- La Russie face à la pression de l'impérialisme 4
- Les oligarques ukrainiens, leur régime et l'Occident 5
- Des peuples unis par la révolution, séparés par la réaction 6
- Ultra-nationalisme, néo-nazisme et antisémitisme 6

Leur société

- Journée du 8 mars : une initiative du mouvement ouvrier révolutionnaire 7
- IVG : une nouvelle loi, mais toujours pas de moyens 7
- La guerre, c'est bon pour les affaires 7
- Inflation : tout augmente sauf les salaires 10
- Ehpad : profits scandaleux sur le grand âge 10
- Une procédure inacceptable contre Anasse Kazib 10

Élection présidentielle

- « Ma première mesure ? L'abolition du secret des affaires » 8
- Grenoble : une université sans débat 8
- Rennes : des nervis de l'extrême droite en action 8
- Jean-Pierre Mercier : « Les armes de la lutte sociale » 9
- Castex : opération tous derrière Macron 9
- Réunions publiques, fêtes et banquets 9
- Meeting central à Paris 9

Dans les entreprises

- Dufour Yachts - La Rochelle 11
- Usine d'Arc - Pas-de-Calais 11
- RATP-bus - Dépôt de Malakoff 11
- Hôtellerie 11
- Aides à domicile 11
- Territoriaux - Le Mans 12
- Airbus 12
- Contrat d'engagement jeune 12
- Thalès - Vélizy 13
- Dassault Aviation 13
- Orange Business Services 13
- Centre financier - Marseille 14
- Onet Transport Service 14
- La Poste 14
- PSA-Stellantis 15
- Daikin - Pierre Bénite 15

Dans le monde

- Climat : un pas de plus vers le précipice 16
- États-Unis : sécheresse et soif de profit 16

À bas les guerres de Poutine, de Biden et de l'OTAN contre les peuples !

Villes bombardées, familles réfugiées dans des abris et des stations de métro, ou sur les routes à fuir les combats... l'intervention militaire décidée par Poutine a plongé l'Ukraine dans l'horreur d'une guerre monstrueuse et fratricide.

Ce conflit dresse les uns contre les autres des femmes et des hommes qui partageaient de longue date une culture commune et ont vécu ensemble pendant des décennies au sein de l'Union soviétique. Des familles, où se mélangeaient Russes et Ukrainiens, vivaient de part et d'autre de frontières qui ne constituaient pas alors des obstacles à la circulation. Aujourd'hui, l'exacerbation des nationalismes est en train de creuser des fossés de sang et de haine entre ces peuples.

L'attaque de Poutine contre l'Ukraine est criminelle. Il faut affirmer sa totale solidarité avec les populations en Ukraine, et en Russie où des centaines de manifestants contre la guerre ont été arrêtés. Mais c'est la politique des grandes puissances occidentales qui a fait de l'Ukraine le théâtre de leur bras de fer avec la Russie.

Depuis la disparition de l'URSS en 1991, les dirigeants américains n'ont pas cessé d'accroître leur pression militaire sur la Russie. Leur bras armé, l'OTAN, cette alliance conçue au temps de la guerre froide pour isoler et affaiblir l'Union soviétique, n'a jamais été dissoute. Au contraire, elle a continué de mener une politique d'encerclement, intégrant les États de l'ex-bloc soviétique limitrophes de la Russie. Les dirigeants occidentaux et ceux qui se font leurs porte-parole nous présentent Poutine comme le seul agresseur pour dissimuler leur responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à la guerre. Comment Biden aurait-il réagi si la Russie avait installé des bases militaires au Mexique ou au Canada, aux frontières des États-Unis ?

Biden et ses alliés se moquent bien de la souveraineté de l'Ukraine et de la démocratie qu'ils prétendent défendre pour justifier leur politique. Comme si les dirigeants américains avaient été gênés de violer la souveraineté de l'Afghanistan et de l'Irak, qu'ils ont envahis en inventant les mensonges les plus grossiers ! Quand les militaires français interviennent en Afrique, c'est pour défendre Total, Bouygues et la Françafrique, pas les droits démocratiques des populations. Cela finit tellement par se voir que des manifestations ont eu lieu récemment

dans plusieurs pays pour exiger leur départ.

Poutine est un dictateur aux méthodes brutales et criminelles. Mais ce n'est pas cela qui est de nature à gêner les dirigeants du monde impérialiste. Au contraire ! Quand des milliers de soldats russes ont été envoyés en janvier au Kazakhstan pour aider à réprimer une révolte populaire contre des augmentations de prix, les prétendus démocrates occidentaux n'ont rien trouvé à y redire. D'autant que les parachutistes envoyés pour soutenir la dictature locale ont aussi protégé les intérêts des grandes sociétés occidentales présentes dans ce pays, comme Exxon, Total et ArcelorMittal.

Face aux grandes puissances occidentales, Poutine fait appel au patriotisme de la population russe, mais il ne défend pas ses intérêts. Il est le représentant de la bureaucratie et de la mince couche de privilégiés qui s'est constituée en accaparant des pans entiers de l'économie étatisée lors la disparition de l'Union soviétique. Contrairement à ce que prétend Poutine, l'intervention militaire en Ukraine ne peut en aucune façon renforcer la sécurité du peuple russe. Le chauvinisme agressif de la politique du Kremlin alimente en Ukraine le nationalisme antirusse et ne peut que renforcer la position de l'impérialisme dans cette région.

Poutine, Biden et les autres dirigeants des pays de l'OTAN se livrent à une guerre avec la peau des peuples, pour lesquels les uns et les autres partagent le même mépris. Et ils savent parfaitement s'entendre quand il s'agit d'écraser des travailleurs mobilisés !

Les travailleurs n'ont pas à se ranger dans un camp ou dans l'autre. Biden, Macron et leurs semblables voudraient nous embrigader. Il faut refuser l'union sacrée derrière eux. Cette guerre n'est pas la nôtre !

Pour s'opposer à un avenir inévitablement fait de crises toujours plus graves et de guerres de plus en plus généralisées, il faut refuser de laisser notre sort entre les mains des impérialistes et de leurs gouvernements, avec leurs intrigues et leurs complots contre les peuples. Comme le proclamait Jaurès avant la Première Guerre mondiale : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* » C'est toujours vrai et c'est pour cela qu'il faut le renverser !

Nathalie Arthaud



Troupes de l'OTAN.



Manifestation contre la guerre à Saint-Petersbourg, fin février.

Face à la guerre : l'union derrière Macron, c'est non !

Depuis le début de l'offensive russe Macron a saisi l'occasion d'appeler à l'union nationale en France.

S'adressant au pays et à l'armée en termes dramatiques, il a invité ses prédécesseurs à l'Élysée et envoyé son Premier ministre chercher l'approbation de députés parmi lesquels les surenchères va-t-en guerre et les appels à l'envoi d'armes se succèdent.

La droite, le PS, les écologistes et les macronistes font assaut de déclarations guerrières. C'est à qui sera le plus dur dans la dénonciation du dictateur Poutine, le plus radical en paroles sur les moyens à utiliser, le plus

prompt à exiger encore et toujours des crédits pour l'armée. L'extrême droite fait chorus avec quelques nuances et, même s'il a été hué par ses collègues députés pour sa modération, Jean-Luc Mélenchon s'est en fait placé sur le même terrain. Pour tous ces gens, ministres ou espérant l'être, et pour Macron bien sûr, face à ce qui se passe en Ukraine, il faudrait se demander tous ensemble ce que fera la France.

Mais de qui donc en France parle-t-on ? S'agit-il

de Total qui a des intérêts énormes en Russie, de Dassault pour qui tout conflit est bon à prendre, des banquiers qui spéculent déjà sur les profits de guerre, des Carrefour, Renault, PSA et autres grands groupes qui ont avalé des pans entiers de l'économie de l'ex-bloc de l'Est ? S'agit-il de tous ces bénéficiaires du système capitaliste, de tous les apôtres de la permanence de l'exploitation ? Ou bien parle-t-on de la masse de la population, des travailleurs et de leurs familles, pour les préparer à subir les conséquences d'une guerre et à la payer ?

Derrière « l'intérêt national » évoqué par l'ensemble de la classe politique se dissimule à peine l'intérêt des possédants. Ceux qui dirigent l'État et les partis qui défendent l'ordre social propagent la légende selon laquelle tout le monde devrait faire bloc derrière eux au nom de ce qu'ils appellent l'intérêt de la France. Il s'agit en fait de souder la population derrière la classe dirigeante. La situation de guerre leur fournit, comme bien des fois dans le passé, une bonne occasion de le faire, au nom du danger que représenterait l'agression

russe pour la démocratie, le mode de vie occidental et autres prétendues valeurs.

Les travailleurs auraient tout à perdre à se ranger, au nom de ce prétendu intérêt national, derrière leur gouvernement et les capitalistes qu'il défend. Les seuls dont ils doivent se sentir solidaires, contre leurs dirigeants respectifs, sont les prolétaires de Russie et d'Ukraine. Et cette solidarité ne se fait pas par l'envoi d'armes, mais dans la lutte contre un système qui n'engendre que crises et guerres.

Aline Retesse

OTAN : le bras armé des États-Unis

Les discours présentant l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) comme le défenseur de la paix en Europe sont mensongers.

Depuis sa naissance, cette alliance militaire n'a qu'un seul objectif : être le bras armé de l'impérialisme américain.

Créée en 1949, en pleine guerre froide, l'OTAN était dirigée contre l'Union soviétique et regroupait, aux côtés des États-Unis, leurs alliés d'Europe de l'Ouest, le Canada, rejoints par la Grèce et la Turquie à partir de 1952. Une partie ou la totalité des forces armées des États membres se retrouvaient placées sous un commandement militaire unique, dirigé par un général américain, tandis que les États-Unis déployaient des milliers de soldats en Europe.

En réponse, l'URSS organisa en 1955 son propre système d'alliance militaire, le Pacte de Varsovie, avec les pays d'Europe de l'Est sous son contrôle. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 entraîna la disparition du bloc de l'Est, mais pas de l'OTAN qui, au contraire, n'a alors cessé d'étendre son influence. En 1997, elle a intégré la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie. La Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ont adhéré à l'OTAN en 2004, tout comme l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, les trois États baltes qui faisaient partie de l'URSS. L'Albanie et la Croatie en sont devenues membres en 2009.

Profitant de l'affaiblissement de la Russie au début des années 2000, l'OTAN a aussi installé des bases militaires dans trois ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan. Menant une politique faite de pressions, de chantage et de contrainte directe visant à rétablir l'autorité de l'État russe dans son « étranger proche », Poutine a obtenu des gouvernements de ces républiques qu'ils mettent fin à cette présence militaire américaine. En Ukraine, la confrontation a conduit à la guerre actuelle.

L'OTAN n'est pas une alliance symbolique : elle a à son actif une campagne de bombardements aériens contre la Serbie en 1999, une

intervention en Afghanistan à partir de 2003 et en Libye en 2011... Prétendre que l'OTAN est là pour assurer la paix est un mensonge. Sa mission est de maintenir l'ordre impérialiste, et en

particulier la domination de l'impérialisme américain dans le monde. Pour cela, cette alliance militaire doit en permanence préparer la guerre, et parfois la faire.

Aline Urbain

LES 14 PAYS EUROPÉENS AYANT REJOINT L'OTAN DEPUIS 1991



STUDIO GRAPHIQUE FMV

Des sanctions qui frapperont les populations

En réponse à la guerre en Ukraine, les chefs d'État de l'Union européenne se sont mis d'accord pour multiplier les sanctions économiques à l'encontre de la Russie.

Les grandes puissances ont en effet pris l'habitude de ce genre de mesures pour « punir » les régimes dont la politique ne leur plaît pas.

En France aussi, le concert est unanime parmi le personnel politique de la bourgeoisie et ceux qui aspirent à faire partie du sérail. La LR Péresse et la PS Hidalgo se rejoignent en approuvant les sanctions et en souhaitant qu'elles aillent encore plus loin. Un ton au-dessus, l'écologiste

Jadot clame qu'il les voudrait d'une ampleur exceptionnelle. Et si Mélenchon pense que ces sanctions ne serviront à rien, sa sollicitude n'est pas tournée vers les souffrances des peuples russe et ukrainien, mais vers la population française, qui en sera pour lui la principale victime à cause d'une probable hausse des prix due au déséquilibre des échanges commerciaux.

Plus cyniques encore ont

été les déclarations du ministre Bruno Le Maire sur ce sujet : « Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe. [...] Nous irons jusqu'au bout. On veut cibler Vladimir Poutine, mais le peuple russe va souffrir aussi. On ne peut pas faire autrement. »

Le fait qu'il se soit repris le lendemain ne change rien. Cette attitude est révoltante. Tous savent que les sanctions économiques n'auront aucune influence sur la politique guerrière de Poutine et n'écorneront peut-être même pas les grosses fortunes des oligarques et des

affairistes. En revanche, elles frapperont durement les populations en dégradant leur vie quotidienne, et en les privant de l'indispensable, nourriture, logement, soins. Mais cela, tous ces coqs guerriers n'en ont cure.

Marianne Lamiral

Une brochure sur l'Ukraine

Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine. L'exposé a été publié sous le titre : *Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine.*

On peut le consulter sur notre site : <https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l>
Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euros.

La politique criminelle de Poutine, chef de la bureaucratie russe, face à la pression de l'impérialisme

Le ministre français des Affaires étrangères, Le Drian, a qualifié Poutine de « seneur de guerres », l'Élysée a parlé de sa « paranoïa » tandis que Biden évoquait son « désir d'empire ». Mais la réalité est que la Russie a vu sa zone d'influence disputée et de plus en plus réduite depuis les années 1990.

L'impérialisme, surtout l'impérialisme américain, le plus puissant, exerce une pression économique et militaire aux marges de la Russie qui crée des rivalités et a déjà provoqué plusieurs guerres. Et si le conflit actuel en Ukraine pourrait être plus grave, il n'en relève pas moins de la même logique.

Après la dissolution de l'URSS par ses propres dirigeants en 1991, les républiques ex-soviétiques ont connu une décennie chaotique. Les cercles dirigeants étaient issus de la bureaucratie qui avait usurpé le pouvoir du temps de Staline, une couche sociale parasitaire de plusieurs millions de membres présents à tous les niveaux de l'appareil d'État. Ils se sont jetés sur tout ce qui dans l'économie pouvait rapporter gros et rapidement. Ils se sont appropriés les entreprises les plus rentables et les banques, par des méthodes autoritaires et mafieuses.

Fortune pour quelques oligarques, déception pour beaucoup d'autres

La population des États issus de cette décomposition de l'URSS voyait son niveau de vie s'effondrer à une vitesse vertigineuse. Mais l'enrichissement de quelques hommes à la tête des nouveaux pouvoirs indépendants, ceux qu'on allait appeler les oligarques, a été tout aussi spectaculaire. Cette décennie qui avait des allures de Far-West version orientale se traduisit aussi par la chute des États ex-soviétiques au rang de pays pauvres pour certains, tel le Tadjikistan, et de pays plus ou moins développés mais en voie de régression pour les autres. Au sommet des appareils d'État, les hommes et clans de la bureaucratie les mieux placés pour exploiter la situation à

leur profit s'en tiraient brillamment. En revanche les moins chanceux, et surtout la grande masse des bureaucraties petits et moyens qui avaient bénéficié d'une position dominante dans la société soviétique, se retrouvaient déclassés et humiliés.

C'est dans ce contexte que Poutine arriva au pouvoir en janvier 2000, désigné par son prédécesseur, Eltsine. Ancien officier supérieur du KGB, il s'employa à mettre un coup d'arrêt à cette évolution en rétablissant ce qu'il appela la « verticale du pouvoir ». Pour stopper les volontés indépendantistes qui menaçaient désormais la Fédération de Russie elle-même, il déclencha une deuxième guerre de Tchétchénie, rasa sa capitale Grozny et mit au pas les autorités locales. Il installa dans les régions des gouverneurs à sa botte. Quant aux oligarques, il leur fit comprendre qu'ils devaient eux aussi se soumettre au pouvoir, partager leur mainmise sur certains secteurs stratégiques comme l'énergie, réinvestir en Russie une partie de leur fortune, qu'ils faisaient fuir à l'étranger. Les oligarques qui crurent pouvoir s'y opposer le payèrent, certains de leur vie, d'autres d'années de prison et de la confiscation de leurs trusts.



Gazprom, un trust pétrolier unique et lié à l'État russe, issu de l'économie soviétique.

Beaucoup émigrèrent définitivement et les autres firent allégeance pour continuer leurs affaires.

Si Poutine a ainsi pu rétablir un État fort, c'est fondamentalement parce que le régime autoritaire qu'il incarne depuis déjà vingt-deux ans répond aux intérêts collectifs de sa base sociale, cette bureaucratie qui avait failli tout perdre avec la disparition de l'ancien État. Poutine sut asseoir son pouvoir en permettant aux clans au sommet de l'État de continuer à faire des profits par milliards pour peu qu'ils acceptent son autorité. Mais il le fit aussi en rendant à la bureaucratie dans son ensemble, du haut en bas de la chaîne hiérarchique, la possibilité de vivre de ses prébendes.

Cette politique était possible du fait de l'héritage de l'économie soviétique, des immenses richesses de la Russie. Ses matières

premières, le gaz, le pétrole ont vu leur cours exploser dans les années 2000. Les liens subsistaient aussi avec les autres républiques ex-soviétiques qui dataient de l'époque antérieure, celle de l'économie planifiée à l'échelle de l'URSS

Retour de l'État fort

Dès les années 1990, l'impérialisme a commencé à avancer ses pions dans tout l'espace ex-soviétique. Le capitalisme était bien incapable d'assimiler l'économie construite à l'époque soviétique. Mais il était prêt à exploiter ce qui pouvait lui être profitable, c'est-à-dire des marchés où exporter ses capitaux, des matières premières, de la main-d'œuvre qualifiée à moindre coût. Une rivalité s'instaura aussitôt entre la Russie de Poutine, qui cherchait à reconstituer des partenariats avec les ex-républiques soviétiques en préservant les liens économiques historiques indispensables, et l'impérialisme qui s'efforçait de les attirer aux dépens de la Russie. Symbole de cette politique expansionniste, l'OTAN, au lieu de se dissoudre comme certains dirigeants américains l'avaient promis à Gorbatchev en 1990, a entouré la Russie de bases militaires, dans les pays Baltes, en Roumanie, en Pologne.

La question des relations avec l'Ukraine, qui a débouché sur la crise de 2014 et en fin de compte sur la guerre actuelle, après d'autres conflits en Géorgie, en Moldavie, en Arménie, illustre

cette rivalité. En 2014, l'Union européenne a en effet proposé un accord d'association à l'Ukraine, avec une zone de libre-échange, des mesures de coopération en matière énergétique, nucléaire, etc., à condition que l'Ukraine refuse le partenariat proposé au même moment par la Russie.

En fait, les États impérialistes, à commencer par les États-Unis, ont évidemment vu la fin de l'URSS d'un œil favorable. Les dirigeants russes qui étaient, de l'aveu de Poutine, tout prêts à coopérer ont dû se rendre compte que l'impérialisme voulait une Russie à genoux, soumise à son bon vouloir et réduite à la portion congrue.

La bureaucratie et son chef ne peuvent l'accepter. De plus, avec la crise de l'économie capitaliste, la pression impérialiste s'accroît partout dans le monde, et l'Est de l'Europe ne fait pas exception.

Poutine, représentant de l'oligarchie et de toute la bureaucratie russe, est évidemment un ennemi des travailleurs, tout autant que les dirigeants impérialistes. Il est l'ennemi de ceux de son pays comme de ceux de l'Ukraine où il mène la guerre aujourd'hui. Pour autant, la situation actuelle n'est pas due à sa personnalité, mais à la guerre économique qui règne sur la planète et qui ne peut manquer, tant que le capitalisme règnera, de se transformer à un moment ou à un autre en guerre tout court.

Pierre Merlet



CONSTANTA, LA BASE AVANCÉE DE L'OTAN EN ROUMANIE

Les oligarques ukrainiens, leur régime et l'Occident

L'Ukraine figure depuis longtemps en haut du tableau des régimes les plus corrompus au monde, même si la presse d'ici n'en dit plus rien depuis que les puissances occidentales y avancent ouvertement leurs pions face à la Russie.

Il n'est plus question non plus de rappeler que le chef de l'État ukrainien, Volodymyr Zelensky, un acteur et surtout un entrepreneur de spectacles propriétaire de sociétés dans des paradis fiscaux, a été porté à la présidence en 2019 avec le soutien financier de l'un des principaux oligarques du pays, Igor Kolomoïsky.

Lancé en politique par un des parrains du monde des affaires, et de la mafia selon la justice de divers pays, Zelensky ne dépare pas dans la galerie des dirigeants de l'Ukraine depuis trente ans. Et cela bien que, propagande oblige, dans leur bras-de-fer avec la Russie de Poutine, les États-Unis, la France, l'Allemagne, etc., qui en font un nouveau David face au Goliath russe, le présentent comme un combattant de la liberté.

Entre contradictions et pôles opposés

Depuis que l'Union soviétique a éclaté fin 1991, ceux qui incarnent le pouvoir en Ukraine n'ont cessé de naviguer entre des impératifs contradictoires. Les liens s'étaient rompus avec le reste de l'URSS, et d'abord avec la Russie. Mais l'économie ukrainienne – héritage de l'économie soviétique construite et fonctionnant comme un tout depuis plus de soixante-dix ans – ne pouvait se passer de fournisseurs ni de débouchés en Russie. Les dirigeants et affairistes ukrainiens pouvaient bien ne plus jurer que par leur attachement à

une économie dont le moteur serait la recherche du profit capitaliste, cela ne changeait rien à la réalité.

Un aspect, et non des moindres, de cette réalité était que les États impérialistes refusaient de s'ouvrir aux produits ukrainiens, même peu nombreux, qui auraient pu y être exportés. Et leurs capitalistes ne se bouscuaient guère pour « investir » en Ukraine, sinon pour rafler tout ce qu'ils pouvaient. Ne pouvant en espérer collectivement que des miettes, les bureaucrates-affairistes locaux ont dû s'arranger, tout comme leurs homologues russes qui se heurtaient à la même réalité du monde capitaliste.

Ainsi ceux d'entre eux qui avaient fait main basse sur les entreprises lors des privatisations, et dont seuls les plus chanceux avaient pu se transformer en magnats du monde des affaires, les oligarques, ont cherché à protéger leurs liens et leurs trafics avec leurs homologues russes. Et cela même lors des changements, nombreux et parfois brusques, à la tête de l'État.

Au fil des convulsions politiques qui ont secoué le pays – en 2004 avec la « révolution orange », en 2014 avec les événements dits du Maïdan –, le pouvoir ukrainien, déjà tirailé de toutes parts, s'est encore affaibli. Dans les provinces, les autorités, aux mains d'oligarques qui entretenaient parfois des groupes paramilitaires, ne reconnaissent



À Kiev une manifestation nationaliste en 2014, «Gloire à l'Ukraine».

que formellement l'autorité de Kiev. Au niveau central, même les politiques affichant le plus leur attirance pour l'Occident, n'ont cessé de jouer sur deux tableaux, tels en 2004 la Première ministre Ioulia Timochenko, qui avait fait fortune dans le trafic du gaz à grande échelle avec la Russie, ou Porochenko, un homme d'affaires bien implanté en Russie, qu'une sorte de coup d'État soutenu par les États-Unis avait porté au pouvoir en 2014. Ils ont voulu ménager Moscou tout en faisant des avances politiques à l'Occident. Sans grand succès : les demandes, non suivies d'effet, d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne ne datent pas du conflit actuel mais remontent au moins à 2004.

Bien sûr, depuis trente ans, au fil des présidences Kravtchouk, puis Koutchma, Iouchtchenko, Ianoukovitch, Porochenko et maintenant Zelensky, le dosage entre ces deux pôles d'attraction de la politique ukrainienne au sommet a fluctué. Ces dernières années, il s'est opéré au détriment de Moscou, la pression occidentale s'accroissant avec la fourniture d'armements modernes et de conseillers militaires, ainsi que d'une « aide financière »

croissante, qui faisait de Kiev un obligé de l'Occident. En effet, l'Ukraine se trouve en permanence au bord de la faillite. Cela résulte du délabrement et de la corruption de l'appareil d'État et du pillage des ressources locales par les bureaucrates, les oligarques et de grands groupes occidentaux. L'aggravation de la crise mondiale s'y ajoute pour étrangler le pays et précipiter sa population dans la misère.

Militarisation et poison nationaliste

Si la guerre lancée par Poutine a fait fuir des masses d'Ukrainiens, des millions d'autres ont déjà quitté leur pays depuis des années pour chercher de quoi vivre à l'étranger, notamment en Pologne. Bien sûr, les médias occidentaux ne le rappellent pas. Ils préfèrent montrer des petites filles réfugiées dans le métro de Kiev auxquelles leur maman demande, en russe, de chanter l'hymne national en ukrainien, ou des gens qui vibrent en évoquant la patrie ukrainienne.

À défaut d'avoir rapidement mis à genoux le pouvoir ukrainien, Poutine lui aura rendu un fier service : ses bombardements, son cynisme et son mépris de la vie, y compris celle des rusophones qu'il prétendait

« sauver d'un génocide » auront – espérons-le pour un temps seulement – soudé comme jamais la population ukrainienne derrière « ses » dirigeants. Et cela malgré tout ce qu'elle a subi et subi encore de leur part, et qui fait que, régulièrement, elle est appelée à soutenir un nouveau venu à la tête du pouvoir, chaque fois que son prédécesseur, à s'être trop déconsidéré, a récolté la seule chose qu'il n'ait pas volée : son renvoi par la rue.

Tout cela, le pouvoir de Kiev s'efforce de le faire oublier en saisissant l'occasion offerte par l'intervention militaire de Poutine. Il a ainsi pu décréter la mobilisation générale. Des récalcitrants ont pu être arrêtés dans la rue ou chez eux. Le pouvoir a aussi organisé, selon ses dires, jusqu'à un million d'hommes et de femmes dans des groupes de défense territoriale. Qu'ils ne fassent pas le poids face aux blindés de Poutine, qu'importe aux Zelensky, Biden et Macron. Leur existence comme leur mort contribuent à souder en une union sacrée sur le terrain du nationalisme les pauvres et les riches, les travailleurs et ceux qui les exploitent, ce que les oppresseurs appellent le peuple, derrière ceux qui le font marcher au pas.

Pierre Laffitte



L'ex-président milliardaire Porochenko de retour en Ukraine.

Des peuples unis par la révolution, séparés par la réaction

Pendant 70 ans, Russes et Ukrainiens ont vécu dans le même ensemble politique et économique, l'Union des républiques socialistes soviétiques. Fondée officiellement en 1922 par les bolcheviks, l'URSS a été dissoute fin 1991 par les chefs d'une bureaucratie qui en avait pris la tête des décennies plus tôt.

La fondation de l'Union soviétique, un État sans référence nationale ou géographique et dans lequel une centaine de nationalités coexistaient sans qu'aucune n'ait de droits supérieurs à une autre, a fourni la preuve vivante que des peuples, que l'on avait dressés artificiellement les uns contre les autres, pouvaient choisir de vivre sur un pied d'égalité, dans un ensemble fraternel.

L'URSS était née de la révolution sociale d'Octobre 1917, qui a entraîné et éveillé des millions d'opprimés de l'ancien Empire tsariste avant d'ébranler le monde entier.

Dès les premiers jours de cette révolution, les ouvriers et les paysans au pouvoir ont dû affronter la coalition des anciennes classes privilégiées et possédantes, soutenues et armées par les puissances impérialistes. L'Ukraine fut l'arène principale de cette guerre civile de la réaction contre le pouvoir des soviets, celui des classes opprimées. Des combats y opposèrent

l'Armée rouge aux corps expéditionnaires des grandes puissances de l'époque, aux troupes conduites par des officiers blancs, des nationalistes ou des partisans.

En quatre ans, l'Ukraine changea dix fois de gouvernement. Pour l'emporter, les bolcheviks surent unir tous les opprimés, quelles que soient leur langue, leur origine nationale, leurs croyances. Cela ne se fit pas sans de terribles difficultés, mais les bolcheviks s'appuyèrent avant tout sur la conscience de classe des prolétaires. Car les prolétaires russes, ukrainiens et autres savaient alors que la division fondamentale de la société n'est pas entre les nationalités mais entre des classes aux intérêts irréductibles.

C'est sur cette base que le pouvoir soviétique abordait cette question avec une ligne de conduite résumée par Lénine en 1920: «*Nous voulons une alliance librement consentie, une alliance qui ne tolère aucune violence d'une nation sur une autre.*»

Ce n'était pas des mots

creux. On ouvrit des écoles, on forma des enseignants, on édita des livres et des journaux dans toutes les langues nationales du pays. La création de l'URSS formalisa cette alliance des peuples en rassemblant les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, celles du Caucase et un peu plus tard celles d'Asie centrale. Un siècle plus tard, dans son discours du 21 février dernier, Poutine a encore accusé Lénine d'avoir créé cette libre fédération et non pas un État centralisé dominé par les Russes, comme l'était l'Empire tsariste et comme il l'est redevenu sous Staline.

Du fait de son isolement et de sa pauvreté, l'URSS devint, sous la férule de Staline, une dictature au service des bureaucrates qui accaparaient postes et privilèges. Sur le terrain des nationalités, la politique de Staline fut brutale. Pour lui comme pour les dirigeants occidentaux, les peuples n'étaient que des monnaies d'échange entre puissances. Ainsi en 1945, lors des accords de Yalta, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le pouvoir stalinien se livrèrent à un nouveau charcutage de l'Europe de l'Est, avec d'énormes transferts de populations. On adjoignit ainsi à l'Ukraine soviétique des régions



Affiche de la guerre civile appelant à l'union des peuples ukrainien et russe.

jusqu'alors polonaises ou tchécoslovaques.

Malgré la dictature de Staline et de ses successeurs, les peuples de l'Union soviétique vécurent ensemble jusqu'en 1991. Ce n'est pas eux qui voulurent alors se séparer, mais les chefs de la bureaucratie de Moscou, de Minsk et de Kiev, qui exacerbaient et parfois suscitaient des sentiments nationalistes. Leur but était de proclamer l'indépendance de «leur» république pour en faire leur fief. Des frontières ont alors rompu des liens indispensables à la vie économiques et ont séparé des familles. La population a subi un terrible effondrement économique avec le pillage de l'économie par différentes cliques, s'affichant alternativement voire simultanément pro-russes ou pro-occidentales.

L'Ukraine est redevenue

l'arène sanglante de la rivalité entre les dirigeants impérialistes et ceux de la Russie. La voie pour en sortir, en Ukraine comme ailleurs, reste celle que défendirent avec acharnement Lénine et les bolcheviks il y a un siècle. Elle ne peut être que celle de l'internationalisme et de la lutte contre le chauvinisme, celle de l'alliance fraternelle des peuples que rien n'oppose, bien au contraire. Les travailleurs ont les mêmes intérêts à défendre en commun, face aux mêmes ennemis qui sont leurs exploiters, à commencer par ceux de leur propre pays.

Aujourd'hui comme hier, il faut répéter: Proletaires de tous les pays, unissons-nous! Non à la guerre entre travailleurs, oui à la guerre contre leurs oppresseurs!

Xavier Lachau

Ultra-nationalisme, néo-nazisme et antisémitisme

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie et la sécession des républiques russophones du Donbass en 2014, Kiev n'arrivait pas à mobiliser sa population dans la prétendue «défense de la patrie».

Il envoyait des soldats dans le Donbass, mais peinait à trouver des volontaires. Restaient les groupes paramilitaires d'extrême droite, tel le bataillon Azov, et des activistes ultra-nationalistes et fascistes de l'OUN-UPA.

Réapparue au grand jour depuis une dizaine d'années, cette mouvance reste marginale. Pourtant le pouvoir, toutes couleurs confondues, n'a cessé de promouvoir le nationalisme ukrainien.

Et d'abord en ôtant au russe, que parlent une majorité d'Ukrainiens, le statut de langue officielle, l'ukrainien étant langue d'État. Ce fut d'ailleurs un des prétextes invoqués par les séparatistes du Donbass pour faire sécession. Et puis, depuis 2007, une Marche d'honneur, de la dignité et de la liberté a lieu chaque année, avec la bénédiction des autorités civiles et religieuses, le jour anniversaire de Stepan Bandera, qui fut un soutien ukrainien des

nazis avant même l'arrivée de Hitler au pouvoir. En 2010 le président ukrainien, le très pro-américain Iouchtchenko, a même décerné à Bandera le titre officiel de Héros de l'Ukraine.

Ce «héros» avait créé la Légion ukrainienne, dès 1939. Dans les territoires polonais occupés par l'armée allemande, elle organisa le massacre des Juifs de Lwow et de 50 000 à 100 000 Polonais en Volhynie. Puis en 1941, il transforma cette Légion en Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pour combattre les Soviétiques aux côtés de forces de Hitler, exterminant en masse Juifs, Roms,

Russes, Polonais et communistes, dont Bandera et les siens voulaient «nettoyer» le pays.

Ayant voulu proclamer



Affiche célébrant Stepan Bandera, à Kiev en 2014.

un État ukrainien indépendant, Bandera fut emprisonné par les nazis. Et après la fin de la guerre, ses partisans continuèrent à donner militairement du fil à retordre au régime stalinien durant des années en Ukraine de l'Ouest.

Tout cela explique pourquoi les dirigeants occidentaux préfèrent passer sous silence ces aspects d'un nationalisme dans lequel ils voient une arme face à la Russie, même si certains de leurs diplomates ou responsables militaires s'affichent dans des cérémonies aux côtés des banderistes d'aujourd'hui.

P. L.

Journée du 8 mars : une initiative du mouvement ouvrier révolutionnaire

En 1977, les Nations unies, sous la pression des mobilisations de femmes dans le monde, ont fait du 8 mars la Journée internationale des droits des femmes, une manifestation empruntée au mouvement ouvrier révolutionnaire, pionnier dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des femmes.

L'Internationale ouvrière, créée en 1889, fut en effet la première organisation politique à mettre en avant le principe « à travail égal, salaire égal ». Dirigeants et militants de cette Internationale n'aspiraient pas à gérer les affaires de la bourgeoisie mais à renverser le capitalisme et à le remplacer par une société socialiste égalitaire, sans exploitation ni frontières.

Friedrich Engels poussa une militante allemande, Clara Zetkin, à intervenir au congrès de 1889 pour y défendre les droits des femmes contre les préjugés de certains militants, partisans du maintien de la femme au foyer. Les

premières militantes socialistes ne devaient pas manquer de courage pour s'adresser à des assemblées composées presque exclusivement d'hommes, parfois narquois ou hostiles.

En Allemagne, entre 1882 et 1907, le nombre des ouvrières avait triplé, passant de 500 000 à 1,5 million. Le Parti socialiste allemand (SPD) organisait de plus en plus de femmes : 62 000 en 1908. Au même moment, les syndicats ouvriers liés au SPD comprenaient 135 000 femmes.

Aussi, en 1907, les militantes de la Deuxième Internationale appelèrent à une conférence internationale des femmes, où cinquante d'entre elles représentèrent

quinze pays. Dans la défense des droits des travailleuses, elles marquaient les limites des féministes bourgeoises, qui ne revendiquaient que le droit de vote, parfois même seulement pour les femmes riches. Les militantes socialistes réclamaient le suffrage universel, tout en soulignant qu'il ne mettrait pas fin à l'exploitation des travailleuses et des travailleurs. Pour abattre le capitalisme, femmes et hommes devaient s'organiser économiquement dans les syndicats et politiquement dans les partis socialistes.

En 1910, une seconde conférence des femmes socialistes lança l'idée d'une journée internationale pour les droits des femmes, comparable au 1^{er} mai ouvrier. La première de ces journées eut lieu en mars 1911. Un million de femmes y participèrent dans plusieurs pays d'Europe. Le 8 mars 1914, les



ouvrières allemandes manifestaient pour le droit de vote, qui fut obtenu en 1918. Le 8 mars 1917, en Russie, la Journée des femmes marqua le début de la révolution. Ensuite, le mouvement communiste né de cette révolution prolétarienne fit du 8 mars la Journée des droits des femmes, officialisée en Russie soviétique en 1921 par un décret de Lénine.

C'est bien le mouvement

ouvrier révolutionnaire qui a donné naissance à la Journée internationale des droits des femmes car, comme le disait le socialiste August Bebel dans son livre *La femme et le socialisme* : « Il ne peut y avoir d'émancipation humaine sans indépendance sociale et égalité des sexes ». C'est toujours vrai et c'est une raison, toujours actuelle, de manifester ce jour-là.

Jacques Fontenoy

IVG : une nouvelle loi mais toujours pas de moyens

L'Assemblée nationale a voté le 23 février l'allongement du délai légal d'interruption volontaire de grossesse (IVG) de 12 à 14 semaines.

C'est une avancée pour les femmes, mais comme aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour les centres d'IVG, cette nouvelle disposition ne suffira pas à améliorer vraiment l'accès à l'avortement.

En France, entre trois mille et cinq mille femmes vont aujourd'hui avorter à l'étranger. Dans nombre de pays européens, la législation est bien plus souple qu'en France, où s'exerce fortement la pression des milieux catholiques

réactionnaires. En Angleterre par exemple, les femmes peuvent avorter jusqu'à 24 semaines.

Nombre de femmes renoncent aujourd'hui à se faire avorter parce qu'elles ont dépassé les délais légaux et qu'elles n'ont pas les moyens de payer un voyage à l'étranger. Ce sont bien sûr les femmes des milieux les plus précaires qui sont touchées. C'est d'autant plus vrai que les possibilités d'accès aux centres d'interruption de grossesse

ne cessent de se réduire : en une dizaine d'années, 130 centres de régulation des naissances ont fermé leurs portes. Dans certains départements, il faut faire une centaine de kilomètres pour en trouver un et attendre parfois jusqu'à cinq semaines pour obtenir une consultation.

La loi comporte une autre avancée : les sages-femmes pourront maintenant pratiquer des IVG instrumentales, et plus seulement médicamenteuses. Il n'est cependant pas certain que cela compensera le manque de praticiens. D'autant que, cédant à la pression des

milieux les plus conservateurs, le ministre de la Santé Olivier Véran s'est fermement opposé à la remise en cause de la clause de conscience qui permet aux

obstétriciens de refuser de pratiquer un avortement. Le droit des femmes à disposer de leur corps est toujours à conquérir!

Aline Urbain



Le 2 mai 2019, manifestation pour le droit à l'avortement.



La guerre, c'est bon pour les affaires!

La guerre en Ukraine a semé un début de panique dans les Bourses mondiales, à commencer par celle de Paris qui a perdu 3,1% le 28 février. En revanche, selon l'agence Reuters, « les investisseurs se ruent sur les actions de Dassault Aviation et

de Thales. » Le cours des actions des deux groupes aéronautiques liés à la Défense s'est en effet envolé le même jour, de 8,27% pour le premier et de 11,76% pour l'autre.

Que la guerre brise des milliers de vies, jette des gens qui ont tout perdu

sur les routes et détruit l'économie d'un ou plusieurs pays n'a jamais posé de cas de conscience aux marchands d'engins de mort. Au contraire, ils se frottent les mains devant la perspective de profits supplémentaires.

M. L.



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Lutte ouvrière

“Ma première mesure? L’abolition du secret des affaires”

Entre le 22 et le 27 février, Nathalie Arthaud a tenu trois meetings, à Bourges, au Mans et à Nice. Elle est aussi intervenue dans une réunion de travailleurs de la RATP et de la SNCF à Paris, ainsi qu’au banquet Lutte ouvrière de Maisons-Alfort.

Au cours de ses interviews dans les médias, comme dans les débats organisés lors des meetings, il arrive fréquemment que l’on demande à Nathalie quelle serait sa première mesure si elle était présidente. Sa réponse – l’abolition du secret des affaires – met en lumière le sens de sa campagne. Bien sûr, répond-elle, elle ne pourrait être élue que dans un contexte de combattivité retrouvée du monde du travail, de luttes multipliées, d’une mobilisation importante. Aussitôt une telle mesure prise, il faudrait donc que les travailleurs en lutte s’en emparent et imposent eux-mêmes la transparence, sur place, dans les entreprises et dans les banques, en s’apuyant sur les travailleurs

qui s’occupent de la comptabilité. Il faudrait mettre en lumière les bénéfices réalisés par les entreprises, les marges, l’utilisation faite de l’argent, les relations avec les fournisseurs et les donneurs d’ordres, les montants des salaires. Rendre publiques toutes ces informations ne serait plus passible de harcèlement, de renvoi ou de procès. À la différence de la situation actuelle, cela aurait force de loi!

Un ancien routier a fait remarquer qu’on devrait aussi faire un audit du gouvernement, « comme il en existe dans les entreprises ». En effet, mais cet audit devrait être effectué par les travailleurs et selon leurs propres critères. On verrait alors qu’il y a assez d’argent dans la société

pour satisfaire les besoins du monde du travail, avant les intérêts des actionnaires. On verrait que c’est une question de choix, et les travailleurs pourraient imposer les leurs propres.

Il arrive par exemple que l’on s’étonne auprès de Nathalie de la revendication de 2 000 euros minimum pour les salaires et les pensions, tant les revenus des travailleurs sont bas aujourd’hui. Mais, dans une de ces réunions, un travailleur a estimé que 2 000 euros ne suffiraient même pas, dans sa situation, pour vivre correctement! Eh bien, si l’on dévoilàit les comptes, les chiffres d’affaires des entreprises et même, pourquoi pas, la fortune des actionnaires, les travailleurs eux-mêmes fixeraient le montant des salaires qu’ils peuvent et doivent verser à chacun en fonction de ses besoins. Contre le chômage, ils pourraient répartir le travail existant entre tous,

embaucher et aussi établir des listes d’emplois nouveaux à créer immédiatement dans chaque secteur.

L’entrée des troupes russes en Ukraine suscite bien sûr beaucoup d’émotion et de questions. Nathalie a pu répondre en condamnant l’action de Poutine, qui ne se soucie ni des travailleurs ukrainiens, ni même des travailleurs russes, mais joue un bras de fer avec les pays de l’OTAN. Mais, a-t-elle ajouté, il faut d’abord « balayer devant sa porte », c’est-à-dire dénoncer ici en France, contrairement à ce que font les autres candidats de tous bords, les visées impérialistes des États-Unis et de l’Union européenne. Par leur pression économique

et militaire, ils partagent la responsabilité d’un conflit qui dure depuis huit ans et vient de franchir une nouvelle étape.

Notre perspective est que les travailleurs du monde entier renversent le pouvoir des capitalistes et prennent collectivement les rênes de la société. On a demandé à Nathalie si elle pensait qu’il fallait bloquer les comptes des oligarques russes. Elle a remarqué que, puisque cela s’avère possible, les travailleurs pourraient à bon droit bloquer, outre les comptes des oligarques, ceux de tous les capitalistes d’ici qui, lorsqu’il s’agit d’ouvrir les cordons de leur bourse, menacent toujours de partir avec leurs capitaux!



À Nice.

Grenoble : une université sans débat

La présidence de l’université de Grenoble (UGA) a refusé la tenue dans ses locaux d’une réunion avec Nathalie Arthaud, invitée par plusieurs associations dans le cadre de la campagne électorale.

Ce refus a été justifié par une vague référence à une circulaire de Castex qui voudrait que les candidats ne puissent se rendre dans les services publics, dont les universités, au nom du respect de leur « neutralité ». D’autres présidents d’université ont pris des mesures de même nature à l’encontre des réunions à caractère politique.

Qu’une telle circulaire existe est révélateur. Il n’y a

pas si longtemps, des débats étaient régulièrement organisés dans la plupart des universités. Celle de Grenoble a même accueilli l’université d’été du mouvement de Mélenchon à trois reprises, de 2012 à 2014. Désormais, si le gouvernement veut dicter quelles idées peuvent être discutées et où, c’est en soi un cours magistral donné à tous les étudiants sur sa conception du débat politique.

Il semble surtout que la direction de l’UGA, comme celles de Toulouse et de Bordeaux, a décidé de faire une interprétation très stricte du texte et d’obéir au Premier ministre le doigt sur la couture du pantalon.

D’autres universités n’ont visiblement et heureusement pas appliqué la circulaire de la même manière, et des réunions avec Nathalie ont pu se tenir ces dernières semaines dans des facultés à Lyon, Lille ou encore Nantes.

Correspondant LO

Rennes : des nervis de l’extrême droite en action

Mercredi 23 février, à Rennes, alors qu’ils faisaient campagne pour Nathalie Arthaud aux portes d’un lycée, trois de nos camarades ont été agressés par des nervis extérieurs au lycée qui se sont revendiqués de Zemmour.

L’un d’entre eux est d’abord venu chercher un tract, puis il a rejoint deux complices sortis d’une voiture. Arborant des croix de Lorraine sur leur masque, ils ont déclaré qu’ils ne voulaient pas de Nathalie Arthaud ici, qu’ils étaient là pour « purifier la France », et puis ont arraché leurs tracts à deux militants. Un de nos camarades, après avoir reçu un violent coup de poing, s’est retrouvé à l’hôpital avec une pommette fracturée.

Des lycéens ont prévenu les secours et, révoltés par

l’agression, ils ont témoigné leur solidarité. Le même jour, d’autres militants ont d’ailleurs été attaqués lors d’une réunion antifasciste qui se tenait à l’université.

Que des nervis d’extrême droite veuillent ainsi faire taire des militants de Lutte ouvrière, il n’y a pas là de quoi nous étonner. Ce sont bien pour nous des ennemis politiques. Mais ce ne sont pas de telles agressions qui nous empêcheront de faire campagne.

Correspondant LO

Nouvelle parution

Nathalie Arthaud
Communiste, révolutionnaire,
internationaliste!

Éditions les Bons Caractères – 204 pages – 10 euros

Disponible auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères : www.lesbonscaracteres.com



Jean-Pierre Mercier: "les armes de la lutte sociale"

À Montluçon, samedi 26 février, Jean-Pierre Mercier est d'abord intervenu sur la guerre en Ukraine devant une quarantaine de personnes.

Puis les échanges ont été nombreux sur ce qu'est Lutte ouvrière, sur le sens du vote pour Nathalie Arthaud, sur les moyens pour les travailleurs de s'opposer à un patronat de combat.

Lutte ouvrière n'est pas un parti de politiciens professionnels, mais un parti de militants communistes révolutionnaires de la classe ouvrière, a insisté Jean-Pierre. Son objectif n'est pas de gérer la société capitaliste. Ce sont les partis de gauche qui

ont mis les illusions électoralistes dans la tête des travailleurs, pour les anesthésier, puis pour les trahir. « *Le bulletin de vote ne va pas changer la société, on y arrivera avec les armes de la lutte sociale.* »

À des questions sur le rôle des dirigeants syndicaux jugés loin des militants dans les entreprises, Jean-Pierre a répondu sur la nécessité que ce soit la base qui décide dans les syndicats. « *Nous les ouvriers, on nous contraint à obéir tout le temps. Au moins*

dans les syndicats on peut et on doit décider. » Il faut que les travailleurs dirigent eux-mêmes leurs luttes, avec l'objectif de contrôler les comptes des grandes entreprises et, au bout du compte, de diriger la société. Un ancien cheminot, militant de Lutte ouvrière dans la ville, rappelait cette phrase de Marx: « *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », ajoutant, « *C'est le fil à plomb qu'il nous faut suivre.* »

« *Comment amener les gens jusqu'au bout dans les luttes?* », demandait un travailleur de Kéolis. Dans un mouvement général, comme celui de 1968, il faudra que des militants soient présents, armés d'une claire conscience de classe, pour offrir des perspectives aux travailleurs et s'opposer à tous ceux qui voudront éteindre l'incendie. C'est pourquoi il faudra un parti communiste révolutionnaire.



À Montluçon.

CÉCILE CHAMPAGNAT LA MONTAGNE

Castex: opération tous derrière Macron

« *Ce n'est pas un débat politique* »: c'est ce qu'a déclaré le Premier ministre Castex, le 28 février, avant de recevoir, en compagnie de la ministre des Armées et du général chef d'état-major de l'armée, des candidats à l'élection présidentielle.

Il s'agissait de leur parler de la politique de Macron envers la Russie et bien sûr de tenter de les y associer.

Zemmour et Le Pen se sont rendus à la convocation au garde-à-vous, probablement pressés de faire oublier leur inclination pour le régime de Poutine. Ils étaient accompagnés de Péresse, Dupont-Aignan, Jadot, Hidalgo et Roussel. À l'issue de la réunion, le porte-parole du gouvernement a salué une discussion

de « *grande tenue* ».

En effet, il pouvait être satisfait. Tous les candidats présents se sont sur le fond montrés des soutiens de la politique menée par Macron. Jadot s'est même voulu plus royaliste que le roi, réclamant encore plus d'unité nationale. Fabien Roussel, pour le PCF, a salué « *l'ensemble des mesures prises par la France* ».

Nathalie Arthaud, qui en tant que candidate avait été invitée à cette réunion,

a bien sûr décliné, en déclarant: « *Étant donné la vanité des tentatives de médiation du chef de l'État lui-même dans l'affrontement entre les puissances impérialistes occidentales, alignées derrière les États-Unis dans l'alliance militaire de l'OTAN, et les chefs de la bureaucratie russe, nous ne voyons pas l'utilité de la réunion que vous proposez. Notre solidarité va aux peuples de l'Ukraine et de la Russie, dressés l'un contre l'autre dans une guerre absurde et martyrisés par leurs propres dirigeants.* »

Lucien Déroit

Meeting central de Nathalie Arthaud

Dimanche 3 avril à 15 heures
au Zénith Paris-La Villette

Accès piétons : porte de Pantin – Parking : porte de la Villette
Des départs collectifs sont organisés en région.
La liste est disponible sur le site nathalie.arthaud@info



Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Reims

Vendredi 4 mars
à 20 heures

Centre des congrès

Strasbourg

Samedi 5 mars à 15 h 30

Palais de la musique

et des congrès

Place de Bordeaux

Fête de Metz

Dimanche 6 mars

à partir de 11 h 30

CALP des Plantières

2A, rue Mgr-Pelt

À 15 heures: débat avec

Nathalie Arthaud

Grenoble

Mercredi 9 mars à 18 h 30

Alpexpo

Avenue d'Innsbruck

Dijon

Vendredi 11 mars

à 18 heures

Palais des congrès

Salle du Clos-Vougeot

Marseille

Mercredi 16 mars

à 19 heures

Salon Magallon

2, bd Magallon

Toulouse

Jeudi 17 mars à 20 h 30

Salle du Sénéchal

17, rue de Rémusat

Bordeaux

Vendredi 18 mars
à 18 h 30

Espace culturel

La Grande Poste

7, rue du Palais-Gallien

Creil

Samedi 19 mars

à 18 h 45

Salle Georges-Brassens

136, av. Aristide Briand

Villers-Saint-Paul

Caen

Jeudi 24 mars

à 19 heures

Centre de congrès

13, rue Albert-Sorel

Rennes

Vendredi 25 mars

à 20 h 30

Salle de la Cité

10, rue Saint-Louis

Fête

de Saint-Nazaire

Samedi 26 mars

de 16 heures à 24 heures

Alvéole 12

Base sous-marine

Lyon

Jeudi 31 mars

à 20 heures

Salle Joliot-Curie

68, bd Irène-Joliot-Curie

Vénissieux



Avec les travailleurs du transport.

avec Jean-Pierre Mercier

Poissy

Dimanche 6 mars

à 15 heures

Salle Robespierre

Grand-Charmont

Samedi 12 mars à 15 h 30

Halle polyvalente des Acacias

Fête de Mulhouse

Dimanche 20 mars

à partir de 11 h 30

Complexe sportif

de Mulhouse (CMCAS)

Chemin de Brunstatt

Rixheim

Fêtes et banquets de Lutte ouvrière

Angers

Samedi 19 mars

de 16 h 30 à minuit

Salle Aragon

Trélazé

Banquet de Cergy

Samedi 26 mars

à partir de 17 h 30

MJC du Village

Place de Verdun

Inflation : tout augmente sauf les salaires

Selon l'Insee, l'indice des prix en février a progressé de 3,6 % sur un an. Non seulement les prix augmentent, mais ils le font de plus en plus vite. En un seul mois, ils ont augmenté de 0,7 %.

Cette inflation touche tout d'abord les prix de l'énergie, qui ont augmenté de 21 % en un an. Rien que depuis le début 2022, le prix du litre de SP 95 est passé de 1,62 à 1,81 euro, ce qui se traduit par une augmentation de 8 à 10 euros à chaque plein de réservoir. Mais l'inflation se répercute dans tous les produits d'alimentation. Ainsi, selon l'Insee, les produits frais ont augmenté en un an de 5,6 %. Manger cinq fruits et légumes par jour !, recommandent les diététiciens. Mais le

porte-monnaie des classes populaires ne le permet pas. Et c'est plutôt le régime « Travail, famille, pâtes, riz » de Coluche qui s'impose au plus grand nombre.

Cette inflation est une guerre menée par la grande bourgeoisie contre le monde du travail. Car les bénéfices des grands groupes pétroliers ou du commerce sont en parfaite santé. Total a annoncé des bénéfices record de 15 milliards d'euros. Le groupe Carrefour a affiché en 2021 un bénéfice en forte hausse, 40 %, aux dépens

des clients et des salariés.

Le monopole des grandes familles capitalistes sur les moyens de production leur permet d'augmenter d'une main les prix et de bloquer les salaires de l'autre. L'inflation est ainsi une arme supplémentaire pour augmenter la plus-value en baissant les salaires réels.

Si l'explosion des prix a précédé la guerre en Ukraine, celle-ci en retour va l'accélérer. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, entend bien utiliser ce nouveau prétexte pour justifier les atteintes au pouvoir d'achat à venir. « Je suis les prix à la pompe, il y a des augmentations de 2 à 3 centimes [le litre] actuellement



c'est toujours trop élevé mais ça reste modéré. Les Français ont conscience que la défense de la liberté en Ukraine a un prix », a-t-il osé déclarer le 1er mars à propos du prix de l'essence. C'est au contraire la liberté des capitalistes de fixer les prix et les salaires qui a un coût exorbitant pour l'ensemble de la société.

Nul doute qu'ils vont emboîter le pas à leur ministre et tenter de mettre à profit le conflit pour imposer

des hausses de prix et de bénéfices. De simples profiteurs ils vont passer, comme nombre de leurs prédécesseurs, au rang de profiteurs de guerre.

Les travailleurs, en France comme ailleurs, doivent au contraire s'opposer à la guerre et refuser d'en faire les frais. Ils doivent imposer d'urgence des augmentations générales de salaires et leur indexation sur les prix.

Christian Bernac

Ehpad : profits scandaleux sur le grand âge



Après les scandaleuses révélations au sujet du groupe Orpea, les Ehpad Korian sont sur la sellette, ainsi que ceux de DomusVi. Un nouveau rapport de la Cour des comptes suggère même d'allouer à l'ensemble du secteur un budget plus élevé.

Pourtant peu encline à proposer des dépenses supplémentaires à destination de la population, la Cour des comptes s'est prononcée sur les inadmissibles dysfonctionnements dénoncés dans des résidences pour personnes âgées dépendantes. L'institution fait état de l'évidente insuffisance en termes de personnel, soignant et autre, et note l'absence d'un médecin coordonnateur à temps plein dans la moitié des établissements, bien qu'il soit prévu dans les textes de loi. Ces derniers n'effectuent bien souvent que des vacations, quand ce n'est pas, comme cela a été dénoncé dans le

livre *Les Fossoyeurs*, une simple séance de renouvellement d'ordonnances signées sur un coin de bureau.

Dans une partie des 7500 Ehpad, le manque de personnel va bien au-delà. Infirmières, aides-soignantes, agents de service, auxiliaires de vie... tous sont en sous-effectifs. Le taux d'encadrement moyen, tous métiers confondus, est de 6,3 agents pour 10 résidents, allant de 7 dans les établissements publics à 5,2 dans les établissements privés commerciaux. Lors des manifestations, les soignants en colère exigeaient un ratio de un pour un, nécessaire pour assurer un

accompagnement normal, et les soins médicaux quotidiens, dans le respect de la personne âgée mais aussi des employés.

On ne peut qu'être choqué des économies systématiques inventées par les dirigeants de Korian ou d'Orpea. On apprend, entre autres, que Korian vise une dépense journalière maximum de 4,35 euros par pensionnaire pour cinq repas et collations, qu'Orpea impose trois protections maximum par jour pour les résidents incontinents, ou que tel gestionnaire a fait supprimer les croûtons d'une soupe à l'oignon pour respecter le budget. C'est à la fois significatif et anecdotique car la recherche de profit jusque dans les moindre détails, aux dépens des 600 000 résidents et du personnel qui les encadrent et les soignent, va bien au-delà.

Les dénonciations d'anciens médecins, directeurs, infirmiers, aides-soignants, etc., ayant travaillé pour Orpea ouvrent une fenêtre sur les méthodes, soigneusement pensées et appliquées qui permettraient au groupe de s'enrichir en économisant sur les dotations d'argent public, et en mettant en place avec leurs fournisseurs des remises de fin d'année, des rétrocommissions, allant jusqu'à des taux exorbitants de 29 %. C'est ainsi que les profits

des deux leaders du secteur de « l'or gris » signifieraient une rentabilité de près de 20 %.

Mais, dans un domaine où la transparence totale devrait s'imposer, les contrôles des autorités de tutelle, telles que les agences régionales de santé, sont non seulement dûment annoncés à la direction de l'établissement, mais n'ont lieu en moyenne que tous les vingt ou trente ans ! Comment s'étonner alors que les capitalistes y investissent de plus en plus, les profits les plus scandaleux semblant assurés ?

La question du grand âge et de l'aide de la société aux plus anciens en perte d'autonomie est une question capitale. Ce ne sont pas les maigres avancées budgétaires proposées par la Cour des comptes qui changeront la vie des résidents des Ehpad et celle du personnel. Il faudra l'embauche des 200 000 personnes nécessaires dans l'immédiat. Il faudra aussi et surtout une rupture avec la logique du profit imposée dans le moindre domaine. C'est elle qu'il faut mettre au rencard, pas les vieux !

Viviane Lafont

Une procédure inacceptable contre Anasse Kazib

Anasse Kazib, candidat à l'élection présidentielle pour l'organisation Révolution permanente, a appris qu'il était convoqué par la police jeudi 3 mars pour avoir organisé « une manifestation sur la voie publique sans déclaration ». En réalité, le 9 février, suite à l'annulation par l'université de la Sorbonne de la conférence qu'il devait tenir, il a simplement proposé aux centaines de personnes venues l'écouter de se rassembler sur la place du Panthéon.

Cette convocation est

inacceptable et Lutte ouvrière a envoyé à Anasse Kazib et Révolution permanente le message de soutien suivant.

« Chers camarades, Anasse Kazib est convoqué par la police au reproche qu'il a tenu une conférence devant le Panthéon. Cette convocation est inacceptable et Nathalie Arthaud, au nom de Lutte ouvrière, exprime son entière solidarité avec Anasse Kazib.

Vous pouvez faire part de cette solidarité au rassemblement que vous organisez le 3 mars prochain. »

Lutte ouvrière

Dufour Yachts – La Rochelle : une mobilisation qui dure

Commencée le 15 février par les travailleurs du magasin, rejoints par ceux des autres secteurs, la grève chez Dufour Yachts à La Rochelle s'est poursuivie pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

Au onzième jour de la grève, le nombre de grévistes avait certes diminué mais un noyau restait déterminé. Lundi 28 février, une rencontre a eu lieu avec la direction, d'où est sortie la proposition d'un nouveau rendez-vous avec les syndicats, jeudi 3 mars, pour discuter de l'avancement

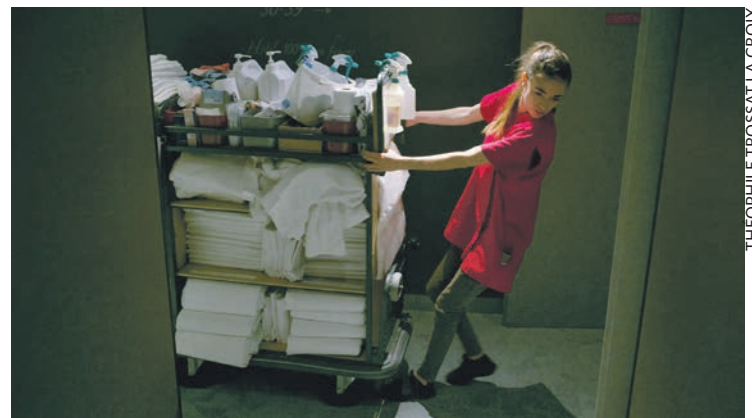
éventuel d'une augmentation de 1,2 % initialement prévue pour... juillet 2022 ! Autant dire que ça ne fait pas le compte.

Si la direction a comme seul argument le fait que Dufour était en difficulté il y a peu, elle oublie de dire que, lors du dernier exercice, l'endettement a

été en partie remboursé. Les actionnaires du groupe Fountaine-Pajot, auquel appartient Dufour, ont été largement rémunérés grâce aux profits tirés du travail des salariés.

Les travailleurs, ceux qui restent mobilisés comme ceux qui ont repris, ont relevé la tête face à ce patron qui les exploite pour des salaires trop bas et les fait travailler dans des conditions inacceptables.

Correspondant LO



THEOPHILE TROSSAT LA CROIX

Hôtellerie : l'art d'occuper le tapis vert

Après les négociations sur la grille salariale achevées le 17 janvier, les patrons de l'hôtellerie-restauration ont entamé mardi 22 février de nouvelles négociations avec les syndicats. Les rencontres s'étaleront jusqu'à fin mai.

Côté grille des salaires, seule la CFDT a signé l'accord, qui devrait maintenant s'appliquer à tous les établissements d'ici le 1^{er} avril. Officiellement, l'augmentation atteint 16,33 %, ce qui ne signifie pas grand-chose puisque ce pourcentage est calculé sur la rémunération moyenne. En réalité, la CGT chiffre la hausse à 5 % pour le bas de l'échelle salariale et même à 1 % pour le premier niveau de salaire.

La principale organisation patronale du secteur, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), dirigée par des représentants des grands groupes, s'est félicitée de l'accord salarial et elle entend bien que les négociations suivantes lui soient aussi favorables.

Les problèmes sont nombreux : pas de treizième

mois, pas d'aménagement ni d'indemnisation des coupures entre le service du midi et celui du soir, majoration de 10 % au lieu de 25 % des heures supplémentaires, sans compter le travail du week-end, les horaires du soir à rallonge. Les conditions de travail sont lourdes et la précarité très fréquente dans certains établissements, où les travailleurs peuvent avoir des contrats de quelques heures par semaine. L'UMIH a déjà dit non au treizième mois ou à la prime du dimanche mais se dit disposée à négocier l'intéressement et l'épargne salariale, ainsi que quelques compensations en jours de repos. Pas de quoi susciter des vocations !

Plusieurs établissements ont connu récemment des mouvements de grève, comme un Hard Rock Café ou la brasserie Wepler à Paris : il en faudra bien d'autres pour que ces grands patrons qui se lamentent sur la difficulté à recruter ravalent leur morgue et ouvrent leur portefeuille.

Sylvie Maréchal

Usine d'Arc – Pas-de-Calais : un expert impartial...

À l'automne 2021, les dirigeants de la verrerie d'Arc, dans le Pas-de-Calais, avaient annoncé qu'ils avaient encore des problèmes de trésorerie. Cette fois-là, ils avaient incriminé l'augmentation des prix du gaz et du carton, ainsi que le fiasco de leur nouveau logiciel de gestion de palettes. Bien évidemment, l'État s'était précipité pour verser

aux actionnaires millionnaires 14,7 millions d'euros, et la région a donné un million de plus. Même la Capso, communauté de petites communes populaires, a mis la main à la poche pour 300 000 euros. Les propriétaires de l'usine ont également touché quatre millions au titre de la décarbonation.

Comme ce n'était pas la première fois que les

actionnaires faisaient le coup de l'entreprise au bord du gouffre, le ministère s'est senti obligé de dire que, cette fois-ci, les subventions allaient être soumises à un contrôle. Et pour cela, l'État a fait appel... à un ancien directeur de l'usine.

Ça doit être cela qu'on appelle l'autocontrôle.

Correspondant LO

RATP-bus – dépôt de Malakoff : chasse aux militants

Mardi 1^{er} mars, Yassine, conducteur de bus RATP au centre bus de Malakoff en banlieue parisienne, était convoqué en entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

La direction lui reproche un message ayant circulé sur les réseaux sociaux, qui évoquait une intervention de Yassine pour aider un agent ayant des difficultés familiales.

En fait, cette procédure disciplinaire est l'occasion

pour la direction de s'en prendre à un militant combatif, qui engage les travailleurs à s'organiser et à faire grève face aux attaques lancées sous prétexte d'ouverture à la concurrence.

Des conducteurs de bus ont débrayé 59 minutes et,

à une cinquantaine, ont accompagné Yassine à son entretien disciplinaire. Dans le rassemblement de soutien, il y avait aussi des cheminots de Châtillon, qui connaissent bien Yassine depuis la grève contre la réforme des retraites.

La décision de la direction est à suivre. Mais il ne doit évidemment y avoir aucune sanction.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent

Toujours plus de pression sur les aides à domicile

La pression ne cesse de s'accroître dans les structures de maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées, comme celle pour laquelle je travaille en tant qu'aide à domicile.

Lors du passage des diverses intervenantes, des tâches qui, en théorie, étaient dévolues respectivement aux infirmières,

aux aides-soignantes et aux aides à domicile, ont tendance à se chevaucher au détriment de toutes.

En effet, face au manque criant de personnel sur les plannings, comment refuser, quand on est aide à domicile, d'enlever un dispositif respiratoire le temps d'une douche, malgré les risques encourus ?

Comment refuser, quand on est aide-soignante, de donner un coup de main au ménage ?

Tout se fait dans une précipitation croissante. Les pouvoirs publics réduisent les heures allouées à chaque patient, mais il faut quand même assurer les mêmes tâches indispensables : faire les toilettes,

préparer les repas, nettoyer, ranger, maintenir un contact humain...

La bonne volonté et le dévouement au quotidien, ça n'a rapporté jusqu'ici aux aides à domicile qu'une prime déjà engloutie par la hausse des prix, et aux aides-soignantes une promesse de passage en catégorie B qui mettra

des années à se traduire sur la fiche de paye.

Face au gouvernement et aux collectivités locales qui essaient de conjurer notre colère à coups d'expédients, c'est un salaire minimum de 2 000 euros pour toutes et des embauches massives qu'il faudra imposer !

Une lectrice

Territoriaux – Le Mans : en grève

Depuis mardi 22 février, les travailleurs du service des ordures ménagères de la ville du Mans sont en grève. Ils réclament une augmentation de salaire de 100 euros brut.

« 100 euros, c'est quand même pas déconnant compte tenu des prix qui augmentent et de la difficulté du boulot à courir derrière la benne par tous les temps », dit l'un des travailleurs. Ils réclament aussi l'embauche de tous leurs collègues contractuels, qui font le même travail mais subissent les pressions continues, au risque de ne pas être repris.

Le maire PS et ancien ministre, Stéphane Le Foll,

n'a affiché que mépris et provocation envers ces travailleurs, sous-entendant par voie de presse qu'ils menaçaient de couler les finances de la ville par leurs revendications. Il les a menacés « de prendre des mesures nécessaires pour garantir la salubrité », c'est-à-dire de faire appel à une entreprise privée pour assurer le ramassage des déchets. Il affirme que leur grève est illégale et multiplie les

tentatives d'intimidation, en envoyant des huissiers devant le piquet de grève du centre de tri un dimanche à 22 heures, ou en poursuivant les syndicats en référé au tribunal. Le Foll se campe en matamore et a déclaré lorsqu'il a reçu une délégation de syndicalistes : « J'ai fait plier les forains, ce n'est pas vous qui allez me faire plier. »

La juste réponse à ce Rambo d'opérette ne s'est pas fait attendre : vendredi 25 février, les employés de la cuisine centrale qui alimente les cantines des écoles primaires se sont mis en grève à leur tour et, le lundi 28 février, une partie des Atsem des maternelles débrayaient aussi une heure. Ce jour-là, les travailleurs poursuivaient leur grève et appelaient leurs collègues des espaces verts et du service de l'eau et de la voirie à les rejoindre.

Cette grève des territoriaux du Mans continue donc. L'étendre sera le meilleur moyen de la renforcer et d'obtenir les 100 euros pour tous et des embauches.

Correspondant LO



Airbus – Toulouse : profits record !

Jeudi 17 février, le groupe Airbus a annoncé un bénéfice net pour 2021 de 4,2 milliards d'euros. « Historique », a titré le journal local, mais pas très surprenant.

Airbus a pu compter sur le soutien sans faille de l'État, qui a débloqué 15 milliards d'euros de prêts garantis pour le secteur aéronautique. Mais les patrons en veulent toujours plus. Ainsi, début février, les représentants de Airbus, Safran, Air France-KLM, ATR, Dassault Aviation, Groupe ADP et Thales se sont mis d'accord « sur le développement durable et la décarbonation de l'aviation aux côtés des institutions européennes ». Il y a du « profit durable » à faire : « l'avion vert » fait baver tous ces profiteurs... surtout quand les pouvoirs publics et l'Europe comptent mettre la main à la poche.

Le groupe Airbus a également utilisé jusqu'à la corde le dispositif de chômage partiel, qui lui a permis de payer les salaires avec les deniers publics.

Mais ces bénéfices ont aussi été réalisés sur le dos des travailleurs, qui ont subi des milliers de licenciements : fin 2019, le groupe comptait 134 931 salariés de par le monde ; fin 2021, il n'y en a plus que 126 495. Et c'est sans compter les milliers d'intérimaires licenciés et les milliers de sous-traitants « remerciés ». Il faut ajouter l'aggravation de l'exploitation

dans les bureaux et sur les chaînes de montage. Parce que les travailleurs sont en sous-effectif permanent, ils doivent travailler plus longtemps, il y a des heures supplémentaires à gogo. La charge individuelle de travail augmente, les rythmes de travail sont plus rapides. Dans tous les centres, les dirigeants d'Airbus ont profité du Covid pour supprimer de petits avantages, supprimer l'horaire variable et imposer de nouveaux horaires plus contraignants.

Cynique, le PDG avait déclaré, l'an dernier : « Il ne faut pas gâcher une bonne crise... » Il en a bien profité et surtout, en serviteur zélé, il a bien fait profiter les actionnaires, qui vont empocher plus d'un milliard d'euros. Mais cela ne leur suffit pas ! Aujourd'hui, Airbus veut remettre à plat tous les accords signés depuis 1970, sous prétexte « d'unification entre tous les sites ». C'est une nouvelle attaque en règle qui se met en place.

En tout cas, ces résultats montrent clairement qu'il y a de l'argent pour satisfaire les revendications des travailleurs, qui n'ont vraiment aucune raison de partager l'optimisme des dirigeants d'Airbus.

Correspondant LO



Contrat d'engagement jeune : précaire et sous-payé

Annoncé en juillet 2021 par Macron, le dispositif Contrat d'engagement jeune (CEJ) a été appliqué le 1^{er} mars. Il s'agit d'une énième version des petits boulots sans avenir que, sous différentes dénominations, emplois jeunes, TUC, CES, CUI, CAE, etc., les responsables politiques de droite ou de gauche ont inventés pour masquer les chiffres du chômage.

À défaut de créer des emplois, ils savent inventer des sigles. Ce contrat d'engagement jeune prend le relais de la garantie jeunes créée sous Hollande, mais n'offrira pas plus d'engagement que de garantie aux jeunes concernés.

D'une durée de six mois à un an, ciblé sur les 16-25 ans, le dispositif prévoit le versement d'une allocation maximale de 500 euros par mois, en fonction des ressources du jeune et de sa famille. Concrètement, elle ne sera

de 500 euros que dans le cas d'un jeune majeur dont le foyer fiscal est non imposable. Elle sera de 300 euros si son foyer fiscal est soumis à la première tranche de l'impôt sur le revenu et s'il est majeur, de 200 euros s'il est mineur. Évidemment cette allocation ne sera pas cumulable avec le RSA ou une autre allocation.

Fort soucieux de traquer les profiteurs quand ils ne sont pas patrons et milliardaires, le gouvernement précise bien que cette

aumône ne sera versée que « sous condition de respecter ses engagements ». Le jeune devra donc fournir de 15 à 20 heures par mois, sous forme d'ateliers collectifs ou de stages d'immersion en entreprise accomplis avec assiduité. Et pour contrôler ces jeunes, quoi de mieux qu'une application smartphone ? Après le passe sanitaire, voici donc l'application pass emploi censée permettre à un conseiller Pôle emploi de suivre simultanément soixante d'entre eux.

Au bout de six mois à un an, le jeune concerné pourra retourner à la case départ. Mais entre-temps, il aura au moins disparu des chiffres officiels du chômage !

Christian Bernac

Thales - Vélizy : les débrayages continuent

Jeudi 24 février, un nouveau débrayage pour des augmentations de salaire a été organisé à Vélizy dans les Yvelines. Il a regroupé 150 travailleurs de Thales, essentiellement des ouvriers et des techniciens, et cette fois-ci encore une centaine d'ingénieurs du site voisin de Dassault Système, en grève eux aussi sur les salaires.

C'est le troisième jeudi de suite qu'un débrayage a lieu à l'occasion des négociations avec la direction, et pour l'instant la mobilisation monte. Dès 6 h 30, une soixantaine de salariés se sont répartis aux trois entrées du site pour distribuer un tract intersyndical appelant au débrayage et pour discuter avec tous ceux qui arrivaient. Un gros carrefour de la zone industrielle de Vélizy a été un peu

bloqué. Mais les salariés en voiture l'ont bien pris et ont marqué leur soutien.

Par contre, cela a mis en rage le maire (LR) de la ville, qui a débarqué, accompagné de policiers municipaux, hurlant contre les grévistes et bousculant un militant de la CGT. Cela a choqué tous les présents qui ont traité le maire de « voyou » et l'ont obligé à reculer. Les policiers municipaux ont d'ailleurs refusé



LAGAZETTES

d'obéir à ses ordres quand il leur a demandé de contrôler le militant syndical.

Mais le plus significatif de la journée a encore été le rassemblement de l'après-midi où se sont retrouvés des travailleurs de Thales et de Dassault Système. C'est le deuxième jeudi où cela a lieu et, comme la

fois précédente, les présents ont été très contents de se retrouver en criant : « Dassault, Thales, même patron, même combat ».

Sur le groupe Thales, des journées de mobilisation sont organisées depuis la fin janvier tous les jeudis. Le 24 février, tous les sites du groupe ont été touchés. Il y

avait plus de 400 grévistes à Élancourt (Yvelines), 250 à Cholet (Maine-et-Loire), 150 à Méru (Oise), une centaine à Laval (Mayenne), une centaine à Saint-Héand (Loire) et plusieurs centaines à Cannes. Rendez-vous a été pris partout pour jeudi 3 mars.

Correspondant LO

Dassault-Aviation : les travailleurs ne cèdent pas

Commencé depuis début décembre dans les différents sites de production de Dassault Aviation, le mouvement de grève partielle continue avec la même motivation. Bien que la totalité des travailleurs n'y participent pas, le fait que les différentes actions se prolongent dans la durée montre qu'elles rencontrent la sympathie d'une grande majorité des travailleurs.

Ceux-ci revendiquent toujours 200 euros net d'augmentation, même si les syndicats CGT et CFDT entretiennent le flou sur

les montants respectifs, brut ou net, qu'ils mettent en avant. De son côté, sur le site d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise, la direction

a cherché à convaincre les travailleurs qu'ils avaient déjà obtenu beaucoup. Elle l'a fait en envoyant les chefs d'unité, feuille Excel en main, faire le total des augmentations. Si la direction avait voulu convaincre que ça ne faisait pas le compte, elle a parfaitement réussi son coup en mettant les travailleurs en colère.

De leur côté, ceux de Saint-Cloud ont signalé que

la direction générale venait de renouveler une dizaine de véhicules de type Audi, à 90 000 euros l'unité, à l'usage de ces mêmes directeurs qui prêchent la « modération salariale ». Une goutte d'eau pour ces nantis qui s'apprêtent à communiquer début mars les bénéfices de l'entreprise.

Il faut souligner que des mouvements de débrayage ont également lieu à Thales,

dont la famille Dassault est actionnaire. Elle va donc bénéficier deux fois des très rentables contrats Rafale obtenus récemment. À Vélizy, dans les Yvelines, les travailleurs de Thales et de Dassault Système ont bien ciblé les mêmes objectifs et le même adversaire, en débrayant ensemble jeudi 24 février pour une augmentation de 200 euros.

Correspondant LO

Orange Business Services : non au chantage !

La direction de la branche entreprise d'Orange veut imposer à 98 salariés du secteur de la sécurité informatique un chantage qui ne passe pas.

Elle propose à ces salariés de conserver leur poste mais transféré dans une filiale du groupe avec une dégradation globale des conditions de travail, notamment une convention collective et des accords d'entreprise bien plus défavorables. Sinon, l'alternative est l'obligation de chercher un autre poste dans Orange... sans aucune garantie de trouver.

Ce ne serait qu'une étape, puisque la direction a déclaré, fin 2021, que tous les salariés de sa branche entreprise seraient transférés à terme. La colère va donc

au-delà du secteur concerné aujourd'hui. Depuis le début de l'année, des réunions, soit à distance, soit en physique, ont rassemblé jusqu'à 200 travailleurs de tous les sites. Pour eux, c'est non : si la direction veut simplifier, comme elle le dit, elle peut transférer tous les salariés des filiales dans Orange maison mère, avec les meilleures conditions, et non l'inverse. Avec trois milliards de dividendes, elle en a les moyens !

Jeudi 24 février, environ 120 salariés d'Orange se sont rassemblés pour un débrayage devant un des

bâtiments de leur entreprise à Cesson Sévigné, près de Rennes. Au même moment, plus de 60 collègues des autres sites ont aussi débrayé et l'ont fait savoir en se déconnectant de leur

ordinateur.

La direction a commencé à parler de primes progressives, imposant de rester plusieurs années en filiale pour les toucher en totalité. C'est l'aveu que le transfert

génère des pertes pour les salariés, et la preuve que la mobilisation commence à payer. Alors le moral est bon et il est question d'un nouveau débrayage.

Correspondant LO



Centre Financier – Marseille : grève au service Successions

Au service des Successions du centre financier de La Poste à Marseille, les effectifs ont fondu et le retard est permanent. Le courrier se perd dans les méandres des services d'acheminement restructurés et il est de plus en plus difficile de gérer la charge de travail.

Au téléphone, les employés prennent de plein fouet le mécontentement –justifié– des clients. Dans ce contexte, la direction fait pression pour écourter les appels afin d'augmenter l'accessibilité sans créer les emplois nécessaires. De plus, elle a annoncé qu'elle intensifierait les doubles écoutes, ce qui a fait sortir le

personnel de ses gonds. Les employés du service sont allés en délégation devant ses bureaux pour lui dire que trop c'est trop.

La direction a reconnu qu'il y avait un malaise et a annoncé la création des emplois prévus. Sauf qu'en majeure partie ce n'est que le remplacement des départs, et l'excédent n'est que de

trois emplois, ce qui est très nettement insuffisant. Le personnel du service a donc décidé de faire une grève de 24 heures avec la CGT le mardi 22 février. Bien décidés à montrer leur mécontentement, les grévistes ont tenu un piquet à l'entrée du centre, avec des pancartes réclamant des emplois, l'arrêt des pressions.

Se retrouver ensemble a renforcé le moral des grévistes et leur a donné du courage pour la suite, d'autant plus que ces problèmes touchent tous les services. Si les employés



des Successions sont les premiers à réagir, ils espèrent qu'ils ne seront pas

les derniers : la voie est ouverte.

Correspondant LO

Onet Transport Service : assez des bas salaires !

Les salariés d'Onet Transport Service, sous-traitant de la RATP pour le nettoyage des abris de bus et de tramways et des locaux des conducteurs de bus en fin de lignes, se sont mis en grève contre les bas salaires le 21 février.

Cette grève a démarré après que la direction a ignoré une pétition réclamant la hausse de diverses primes. Pendant huit jours, les grévistes ont tenu bon, alors que la direction soufflait le chaud et le froid, accordant un jour ce qu'elle retirait le lendemain. Elle a fini par céder une prime mensuelle de 50 à 70 euros brut, plus une prime exceptionnelle de 100 euros et trois jours de grève non retirés. Une majorité a alors voté la reprise du travail, estimant qu'il faudrait que

le mouvement soit plus suivi pour obtenir davantage. Mais d'autres grévistes voulaient poursuivre.

La direction d'Onet a lâché un peu, craignant probablement que le mécontentement lié à la hausse des prix soit contagieux. Car les bas salaires, cela ne concerne pas seulement les 80 salariés chargés du nettoyage des abris bus et tramways, mais aussi les autres travailleurs de cette entreprise leader du secteur du nettoyage, qui exploite 73000 salariés dans le monde, dont 44 000 en



À Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis.

France, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros ! Le problème n'est donc

pas réglé et l'idée de revendiquer une hausse des salaires et leur indexation sur

la hausse des prix pourrait faire son chemin.

Correctement LO

La Poste : halte à la répression !

Vincent Fournier, secrétaire départemental de Sud Poste dans les Yvelines, a été expulsé par la police de la plateforme courrier de Versailles le 8 février à la demande de la direction.

Il disposait pourtant des mandats syndicaux lui permettant d'intervenir dans tous les centres du département.

La direction n'a pas supporté que ce militant veuille informer les postiers sur la prochaine réorganisation. Celle-ci devait supprimer seize postes sur les 142 de la plateforme, soit plus de 10% des effectifs. Au passage, des postiers perdraient des indemnités de repas, jusqu'à 70 euros par mois,

et 26 jours de congés. Ce projet devait être examiné en CHSCT quelques jours plus tard.

Vincent était présent depuis deux bonnes heures et parlait avec les postiers encore présents, nombre de facteurs étant déjà partis en tournée, lorsque la directrice est arrivée et lui a dit de partir. Devant son refus, elle a appelé la police, accusant le militant de violation de domicile. Les policiers sont entrés

mitrailleuse à la main pour le faire sortir. L'un d'entre eux a saisi le téléphone d'un autre postier qui filmait, l'accusant de faire obstruction au travail de la police. La direction de La Poste n'en est pas restée là et a convoqué Vincent Fournier à un entretien en vue d'une sanction.

Partout, la direction de La Poste supprime des emplois et réprime ceux qui veulent s'y opposer, ne serait-ce qu'en informant leurs collègues de ce qui les attend. Elle veut être la seule à distiller ses informations, ou plutôt ses mensonges. Elle multiplie

pour cela les séances organisées par les chefs, mais la moindre prise de parole d'un militant est sanctionnée, sous prétexte qu'elle devrait avoir l'autorisation de la direction, alors même que celle-ci n'en accorde pas. Les réorganisations se succédant, le nombre de sanctions augmente, devenant de plus en plus lourdes.

Quand un mouvement de grève éclate, les grévistes se voient interdire de pénétrer à l'intérieur de leur centre, et la direction fait relever par huissier les noms de ceux qui tentent de passer outre. Elle dénie même aux

postiers le droit de raconter à l'extérieur et aux journalistes ce qu'ils vivent, au nom d'un prétendu devoir de réserve.

Toutes ces sanctions sont scandaleuses. La direction de La Poste manie d'autant plus volontiers le bâton qu'elle sait que toutes ses mesures aggravant les conditions de travail peuvent finir par provoquer une explosion de colère. Mais au bout du compte, en s'en prenant ainsi aux travailleurs, elle ne fait que leur fournir des raisons supplémentaires d'entrer en lutte.

Correspondant LO

PSA-Stellantis : profits record, le mécontentement en prime

Le 23 février, le groupe Stellantis a annoncé un bénéfice record de 13,4 milliards d'euros, trois fois plus que l'an dernier. Cela mesure l'aggravation de l'exploitation de tous les travailleurs du groupe, embauchés, intérimaires et sous-traitants.

L'année 2021 a encore été marquée par le Covid et par les soubresauts d'approvisionnement des puces électroniques, avec du chômage partiel à la clé. Mais tout cela ne compte pas pour les actionnaires du groupe, issu de la fusion des groupes automobiles PSA et Fiat-Chrysler. Ils vont pouvoir se gaver de dividendes, en plus des flots d'argent public

qu'ils ont perçus dans bien des pays.

À la suite de l'annonce de ces bénéfices gigantesques, Carlos Tavares, le PDG de Stellantis, a précisé que les ouvriers de PSA toucheraient une prime d'intéressement de 4000 euros brut, ce qui revient à 3600 euros net au maximum, pour ceux qui n'ont eu aucune absence. En effet le montant

est calculé au prorata de la présence, alors qu'il y a eu beaucoup d'absences à cause du Covid. Par ailleurs, cette prime est à peine supérieure à celle de l'an passé, alors que les bénéfices ont triplé. Elle ne représente au total que 1,9 milliard d'euros, alors que les actionnaires vont toucher 3,3 milliards d'euros de dividendes.

Dans les ateliers, cette annonce a été ressentie comme une provocation supplémentaire, après celle d'une augmentation des salaires dérisoire de 2,8%, qui ne correspond même

pas à l'inflation officielle. Les jours suivants, le mécontentement s'est accentué quand le montant de la prime des travailleurs de Fiat-Chrysler aux États-Unis a été connu : l'équivalent de 13000 euros. Les discussions sur les chaînes, dans les salles de pause, ont été animées.

Ces primes d'intéressement, que le patron fait miroiter comme un juste partage des bénéfices, sont une arnaque. Elles sont manipulées à son bon vouloir. Pour le même groupe, en Italie, la prime annoncée

est seulement d'environ 1400 euros. Et de toute façon, dans toutes les usines, les intérimaires, nombreux du fait de la politique de précarité du patron, ne touchent rien, ce qui est scandaleux.

Alors, pour compenser les pertes de salaire, il ne faut compter ni sur les primes du patron, ni sur ses calculs. Ce sont des augmentations de plusieurs centaines d'euros qui sont indispensables, avec une indexation sur les prix, et cela pour tous les travailleurs.

Correspondant LO

Daikin - Pierre-Bénite : en lutte pour les salaires

Samedi 26 février, les travailleurs du site Daikin-Chemical de Pierre-Bénite se sont mis en grève illimitée pour réclamer une prime de 1000 euros et une augmentation de salaire de 100 euros.

Ces douze derniers mois, les conditions ont été particulièrement difficiles : surcharge de travail, manque de personnel, arrêts fréquents des installations dus à leur vétusté. À tous ces problèmes, la direction n'a pas proposé de solution. Le summum a été atteint lorsqu'elle a fait distribuer des

parapluies en protection aux égouttures d'acide tombant des installations!

En dépit de tout cela, le site a battu l'an dernier tous les records de production. Alors, quand la direction a saisi tous les prétextes pour repousser la date des négociations salariales (NAO), la colère a débordé.

L'ensemble des travailleurs postés, opérateurs et agents de maîtrise, se sont mis en grève, ainsi qu'une partie de ceux en journée.

Les grévistes ont fait connaître leur mouvement en s'adressant aux travailleurs d'Arkema, sur le même site géographique, ainsi qu'aux salariés des entreprises sous-traitantes. Ils ont reçu un accueil d'autant plus chaleureux que les travailleurs d'Arkema avaient eux-mêmes fait



grève pour leurs salaires, il y a quelque temps. Quant à ceux des sous-traitants, plusieurs disaient « qu'eux aussi feraient bien de s'y mettre ».

Jusqu'à là, la direction de Daikin fait la sourde oreille,

essayant de convaincre les grévistes d'attendre la date des NAO. Mais ils ont décidé de poursuivre leur mouvement, bien conscients qu'il faut maintenir le rapport de force avec leur patron.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Climat: un pas de plus vers le précipice

Le 28 février, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a publié un nouveau rapport dont les conclusions peuvent se résumer en une phrase: les catastrophes hypothétiques annoncées par son rapport de 2014 sont désormais engagées, car rien n'a réellement été fait pour les éviter.

On s'acheminera donc vers la pénurie d'eau pour quatre milliards d'êtres humains et le risque de famine, une multiplication d'événements climatiques catastrophiques, l'apparition de nouvelles maladies et le développement des anciennes, comme le choléra, la disparition accélérée de nombreuses espèces végétales et animales. Devant ces sombres prédictions, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a parlé de «l'échec du leadership climatique» ajoutant que «les plus grands pollueurs du monde sont coupables de l'incendie criminel de notre seule maison».

Entre ces deux rapports du GIEC, il y a eu de multiples réunions de chefs d'État des pays industrialisés, des symposiums de dirigeants des grandes firmes multinationales, des assemblées

de banquiers et d'investisseurs et d'innombrables promesses aussi vertes que vides. Les groupes de l'industrie, de l'énergie et du transport, c'est-à-dire les compagnies les plus riches et les plus puissantes, ont exigé et obtenu des aides publiques pour leur conversion verte. Ils ont promis l'arrêt de l'exploitation du charbon, le ralentissement de l'utilisation du pétrole, des transports moins polluants, moins nombreux et plus rationnels, moins de béton et plus d'herbe, et pourquoi pas les villes à la campagne. Rien n'a été fait, si ce n'est de misérables comédies tout justes bonnes à absorber des subventions. La planète sera invivable avant que ceux qui dirigent le monde aient pris le virage, si même ils le prennent un jour. Car chaque groupe capitaliste continue à chercher

librement son profit, sans se soucier de l'intérêt général, de la vie des travailleurs, de la santé des populations, ni des pollutions éventuelles et des risques industriels. Chaque État continue à aider les capitalistes en général et les siens en particulier dans leur course au profit.

Le capitalisme a prospéré en envoyant les enfants d'Europe se tuer dans les mines et les filatures, et aussi en déportant des millions d'Africains. Il a poursuivi en ravageant la planète, de guerres coloniales en guerres mondiales. Il en est

maintenant à faire fondre la banquise pour en tirer du pétrole, à saccager les dernières forêts tropicales, à transformer l'espace proche en décharge de satellites et, sur terre, à multiplier les zones de guerre et de misère. Pourtant, avant même que la planète devienne inhabitable pour cause de pollution généralisée et de dérèglement climatique catastrophique, elle peut redevenir un champ de bataille universel. Ainsi le rapport du GIEC, qui aurait il y a quelques mois suscité les titres des journaux et

les commentaires des responsables politiques, est-il éclipsé par la situation en Ukraine et les angoisses, bien plus immédiates, ressenties par les peuples.

Ce système social ne semble ainsi offrir, suivant les mots de révolutionnaires d'avant 1914, qu'une horreur sans fin suivie d'une fin dans l'horreur. Il faut plutôt le faire accoucher d'un monde nouveau, comme les travailleurs du monde entier entrés en révolution à partir de 1917 en avaient ouvert la possibilité.

Paul Galois



États-Unis: sécheresse et soif de profit

La vague de chaleur qui touche la Californie, avec 30°C à la mi-février à Los Angeles, est le dernier épisode en date de la sécheresse dont est victime l'Ouest américain depuis plusieurs années.

Avec des pluies rares, un enneigement insuffisant des montagnes Rocheuses, dont la fonte alimentait auparavant les cours d'eau, des lits de rivières à sec, les niveaux des réservoirs d'eau et des lacs de barrage au plus bas, il est à craindre dans l'immédiat que les méga-feux repartent de plus belle.

La spéculation immobilière et le coût exorbitant du logement dans les grandes villes californiennes sont largement responsables de la fuite forcée d'une partie des habitants vers les collines boisées, où se loger est moins cher, mais où l'on est en péril. On se souvient de l'incendie qui a détruit la petite ville de

Paradise, en Californie en 2018, causant plus de cinquante décès.

Les gros capitalistes, maîtres de l'économie et rétifs à toute planification qui pourrait entraver leur recherche de bénéfices immédiats, sont les principaux responsables de l'accélération du changement climatique. S'ils doivent adapter leurs activités à ces changements, la façon dont ils le font chacun pour soi vient encore aggraver la situation.

En Californie, les capitalistes de l'agriculture continuent de développer la culture des amandes, dont ils dominent la production mondiale avec 1,4 milliard de tonnes commercialisées l'an dernier. Or les amandiers sont tellement gourmands en eau que l'agro-business multiplie les forages pour atteindre les nappes phréatiques et les pomper. Dans la vallée de San Joaquin, dans l'arrière-pays de San Francisco, il en résulte un affaissement du terrain d'un demi-mètre par an.

Dans cette vallée, si les amandiers sont une richesse pour les grands propriétaires terriens, les habitants qui les cultivent sont pauvres. Les plus petites fermes voient leur accès à l'eau réduit et périclitent. Les puits peu profonds, où les familles d'ouvriers agricoles s'approvisionnaient en eau, sont asséchés. Elles doivent dès lors dépenser leur maigre salaire à acheter de l'eau pour boire et se laver. Creuser un puits d'au moins 300 mètres de profondeur, pour un coût d'un

demi-million de dollars, ne leur est pas accessible.

En Arizona, le débit du fleuve Colorado, qui se réduit depuis une vingtaine d'années risque encore de baisser de 20 % cette année. Les grands lacs artificiels Mead et surtout Powell, dont la mise en eau avait pris seize ans après la construction d'un barrage en 1963, sont à un niveau très bas.

L'utilisation de l'eau du Colorado par sept États américains et le nord-ouest du Mexique est rationnée. Cela n'empêche pas la multinationale TSMC, qui produit un quart des semi-conducteurs mondiaux, de construire en Arizona, avec les encouragements des autorités locales, une usine géante de puces électroniques qui consommera 17 millions de litres d'eau par jour!

Le profit maintenant et après nous le déluge, à moins que ce ne soit la sécheresse: telle semble être la devise de la bourgeoisie.

Lucien Detroit



Le lac San Antonio asséché au centre de la Californie.